

doc.VEILLE

Bulletin de veille webographique

Janvier, 2011

Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.



The world in 2050: a tentative picture

Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales

Paris: CEPII, 2010

Source: CEPII,

www.cepii.fr/anglaisgraph/workpap/pdf/2010/wp2010-27.pdf

Tags : Economie mondiale | Prospective

A travers cet exercice de prospective, le Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales dresse un portrait probable de l'économie mondiale à l'horizon 2050. Il propose un scénario de croissance à long terme pour 128 pays, à partir d'une fonction de production à trois facteurs : capital, travail et énergie.

Ce rapport tient compte de la contrainte énergétique, de l'hypothèse intermédiaire entre une économie fermée et une parfaite mobilité des capitaux (relation fluide entre épargne et investissement), et de la croissance du PIB réel.

Le rapport prévoit un basculement accéléré de l'économie mondiale vers le monde émergent et en développement. Dans cette perspective, les économies chinoise et indienne verraient leur PIB se multiplier par 13 entre 2008 et 2050, tandis que

celui des États-Unis ne serait multiplié que par deux et celui de l'Union Européenne augmenterait de 61% seulement.

Selon les projections du CEPII, le PIB du Maroc à prix constants pourrait être multiplié par 4,4 à l'horizon 2050.

Le basculement accéléré de l'économie mondiale vers le monde émergent et en développement à l'horizon 2050.

En tenant compte des ajustements de prix relatifs, les économies chinoise et indienne pourraient multiplier leurs PIB respectivement par 17 et 20, au moment où l'économie européenne accroîtrait son PIB de 40% seulement.

À l'horizon 2035, à prix relatifs constants, la Chine dépasserait les États-Unis et l'Inde devancerait le Japon.

En termes de niveaux de vie, la Chine serait susceptible d'atteindre le même niveau des États-Unis à l'horizon 2050.



The World in 2050 : the accelerating shift of global economic power : challenges and opportunities

PricewaterhouseCoopers

London : PricewaterhouseCoopers, 2011

Source : PricewaterhouseCoopers,

<http://www.pwc.fr/the-world-in-2050.html>

Tags : Economie | Prévision | PIB | Croissance

La présente étude présente les prévisions du PIB pour les vingt plus grandes économies du monde à l'horizon 2050. Ce groupe comprend les pays du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada), en plus de l'Espagne, l'Australie et la Corée du Sud. Il inclut également les sept plus grandes économies émergentes, baptisées les «E7» (Chine, Inde, Brésil, Russie, Indonésie, Mexique et Turquie) ainsi que l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Arabie Saoudite, le Nigeria et le Vietnam.

Les projections du PIB se basent sur 4 indicateurs : la croissance de la population active, l'évolution des niveaux d'investissement, d'éducation et de technologie selon les projections de l'ONU et de la Banque Mondiale.

La hiérarchisation des performances est basée sur deux indicateurs : les niveaux de vie (PIB calculé en fonction de la parité du pouvoir d'achat de chaque pays) et l'estimation de la valeur réelle de la demande interne d'un pays (PIB calculé en fonction des taux de change du marché).

L'étude souligne que, sur la base des deux derniers indicateurs, les économies émergentes « E7 »

dépasseraient les économies du G7 avant 2020. En particulier, la Chine serait la première puissance mondiale sur la base du PIB au taux de change du marché en 2032. Néanmoins, en termes de PIB à parité de pouvoir d'achat, cette situation pourrait se produire avant 2020 et ce, même en tenant compte du ralentissement du taux de croissance de la Chine en conséquence de sa politique de natalité et aux l'obligation du pays de recourir davantage à l'innovation pour générer une croissance plus soutenue.

La crise financière mondiale a accéléré le transfert du pouvoir économique en faveur des pays émergents

Pour sa part, l'Inde est à même d'enregistrer la hausse la plus significative en termes de sa part dans le PIB mondial,

qui devrait s'établir à 13% d'ici 2050. Sur la base du PIB en parité du pouvoir d'achat, l'Inde pourrait dépasser le Japon dès 2011 ainsi que les États-Unis d'ici à 2050.

A l'horizon 2050, l'Australie et l'Argentine ne feraient plus partie des 20 premières économies mondiales. En revanche, le Vietnam et le Nigeria seraient à même d'intégrer ce groupe. En 2050, l'Indonésie pourrait devenir la 8^{ème} économie en termes de PIB en parité du pouvoir d'achat, dépassant de ce fait le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, et la France.



Méditerranée 2030 : 4 scénarios pour les territoires méditerranéens Institut de la Méditerranée

Marseille : Institut de la Méditerranée, 2010

Source : Institut de la Méditerranée,

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/GEPEXT/0,,contentMDK:22804940~pagePK:51087946~piPK:51087916~theSitePK:538110,00.html>

Tags : Economie | Méditerranée | Territoires

Dans le cadre du projet MEDISDEC STRATMED, l'Institut de la Méditerranée a réalisé une étude prospective sur les territoires méditerranéens à l'horizon 2030. Cette étude a retenu quatre scénarios pour l'ensemble de la région euro-méditerranéenne.

Le premier scénario, intitulé « Résilience territoriale », prévoit que la Méditerranée connaîtrait une crise environnementale qui transformerait les perspectives de la mondialisation de la zone et aboutirait à une dynamique de coopération régionale et internationale entre les différents territoires pour créer les préalables d'une gouvernance méditerranéenne à plusieurs niveaux et basée sur le principe du développement territorial.

Le second scénario dit « Mondialisation sécuritaire », part de l'hypothèse selon laquelle le sud de la région connaîtrait un réel mouvement de réformes politiques et institutionnelles. Ces réformes s'accompagneraient d'une croissance économique relayée par d'importants investissements étrangers, notamment d'origine européenne. Dans un deuxième temps, les gouvernements

islamistes issus d'élections libres feraient face à d'importantes difficultés. Aussi, afin de contenir cette mouvance islamiste, des régimes sécuritaires seraient-ils mis en place.

Le troisième scénario envisage une « Désarticulation de la Méditerranée ». Toutes les stratégies qui seront mises en œuvre s'articuleraient autour de l'approvisionnement massif en matières premières. De ce fait, la région méditerranéenne deviendrait la convoitise des puissances mondiales. L'Union Européenne se retrouverait polarisée vers sa frontière orientale et abandonnerait ses ambitions méditerranéennes (partenariat, voisinage, ...) en faveur d'une concurrence mondiale même entre les territoires.

Le quatrième scénario est celui de la « Renaissance mondiale ». Un nouveau courant de pensée au sein de l'islam politique inspirerait une résolution pacifique des conflits et une croissance économique endogène. Une dynamique d'intégration culturelle, politique et économique des pays serait menée par les jeunes du Sud de la Méditerranée et, au Nord, par la jeunesse issue de la migration.

4 scénarios pour la Méditerranée de 2030 : résilience territoriale, mondialisation sécuritaire, désarticulation, renaissance mondiale.



Quel monde en 2030 ? (La Revue internationale et stratégique, n° 80)

Institut des Relations Internationales et Stratégiques

La Revue internationale et stratégique, n° 80, 2010

Source : IRIS,

http://www.iris-france.org/Archives/revue/revue_internationale_strategique.php3

Tags : Politique | Monde | Prospective

Dans sa publication consacrée aux tendances majeures qui devraient caractériser le monde en 2030, l'IRIS a souligné qu'en termes de hiérarchie des pouvoirs, les Etats-Unis devraient céder leur place de leader économique et politique. Selon certaines projections, le PIB de la Chine pourrait dépasser celui des Etats-Unis dès 2025. D'autres pays émergents connaîtraient un essor remarquable au cours des prochaines années à l'instar du Brésil qui pourrait devenir la quatrième puissance économique mondiale à l'horizon 2020.

Cette perte d'influence des Etats-Unis, et celle des pays occidentaux de manière globale s'observe également sur la scène diplomatique. Les réponses apportées par l'Occident à cette nouvelle donne seraient déterminantes dans l'évolution future des relations internationales.

A cet effet, l'OTAN a identifié quatre scénarios pour son avenir à l'horizon 2030 qui correspondraient à quatre défis majeurs : la montée de menaces «hybrides» (guérillas, terrorisme...), la nécessité de protéger les flux « stratégiques » (de personnes, de biens et d'information), l'impératif d'une approche globale et l'enjeu de développer des liens au-delà de ses frontières.

Sur un autre volet, un des principaux défis auxquels le monde devrait répondre dans les prochaines décennies est relatif aux migrations internationales. D'après les chiffres actuels, le monde compte plus de 214 millions de migrants internationaux. Ces migrations seraient motivées par des facteurs économiques qui continueront d'aggraver ce phénomène migratoire au cours des 20 prochaines années. Néanmoins, une nouvelle forme de migration, qualifiée de

circulaire, se développerait davantage.

Les projections à l'horizon 2030 laissent présager aussi l'émergence d'une conscience politique de la communauté hispanique vivant sur territoire américain que les Etats-Unis devraient gérer avec précaution.

Face aux crises à répétition qui l'ont marqués sur la période récente, les Etats européens seraient amenés à s'interroger sur l'avenir du processus de construction communautaire. Cependant, l'Union pourrait résister au risque de dislocation dans les 20 prochaines années, en stoppant, du moins momentanément, son élargissement et en acceptant que certains Etats membres soient à la tête du processus d'intégration économique.

Dans le dernier numéro de sa revue, l'IRIS s'interroge sur les points culminants du monde de 2030.



Diasporas : passerelles pour l'investissement, l'entrepreneuriat et l'innovation en Méditerranée

ANIMA

Marseille : ANIMA, 2011

Source: ANIMA,

www.animaweb.org/uploads/bases/document/diasporas.pdf

Tags : Economie | Diaspora | Méditerranée | Migration

D'après cette étude, publiée dans le cadre du programme « *Investir en Méditerranée* », le décollage économique des pays de la région méditerranéenne devrait s'appuyer sur les compétences de la diaspora afin de relever les défis actuels et futurs et rattraper le retard socio-économique accumulé depuis des années.

L'étude a mis en exergue le potentiel économique de la diaspora et propose un plan d'action concret pour accélérer leur mobilisation en faveur de leurs pays d'origine. Elle recense 10 millions de migrants originaires des pays de la Méditerranée installés à l'étranger et parmi lesquels on compte de nombreuses compétences dans des domaines clés. Pour le cas du Maroc, la population expatriée s'élevait à 3,29 millions d'individus en 2007.

Les compétences dont dispose la Diaspora constituent un atout majeur pour le développement des pays méditerranéens. Les populations expatriées sont hautement qualifiées, maîtrisent plusieurs langues et possédant des moyens financiers et un cursus professionnel solide qu'il faudra mettre à contribution d'autant plus que ces populations conservent des liens forts avec leurs pays d'origine.

Un nombre important de réseaux professionnels ont été créés par ces migrants afin de mutualiser le savoir-faire, l'expérience au service du développement de leur pays d'origine (investissement et apport en capital, aide à la création d'entreprise, transfert d'expertise, formation, mentorat, e-learning, forum d'échanges, financement, etc.).

L'annuaire MedDiasporas qui complète cette étude a permis d'identifier 470 réseaux de diasporas originaires des pays de la même région, regroupés selon trois grandes catégories : monde des affaires, monde scientifique et technique et société civile. Il a pour but de faciliter la mise en contact des réseaux de talents avec les décideurs économiques et politiques méditerranéens.

L'étude souligne également les mesures entreprises par le Maroc pour accompagner le retour des MRE investisseurs, en mettant en place des fonds « MDM Invest », pour la création de 1000 PME à l'horizon 2013. Des actions visent à amorcer avec les réseaux de talents de nouvelles formes de coopération, à la fois pragmatiques et orientées vers la création de valeur ajoutée.

Le rôle prépondérant de la diaspora dans le décollage économique de la région méditerranéenne



Évaluer la performance économique, le bien-être et la soutenabilité

Conseil d'Analyse Économique ; Conseil allemand des experts en économie

Paris : CAE, 2011

Source: CAE,

www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/095.pdf

Tags : Économie | Bien-être | Soutenabilité

Ce rapport, publié conjointement par le Conseil d'Analyse Économique français et le Conseil allemand des experts en économie, évalue la performance économique, le bien-être et la soutenabilité.

A cet effet, le rapport s'appuie sur les travaux de la commission Stiglitz, Sen et Fitoussi qui incitaient une réflexion complémentaire sur le thème de la mesure et du suivi des facteurs contribuant au bien-être. Le rapport fournit un tableau de bord de vingt-cinq indicateurs couvrant trois domaines liés à la performance économique, la qualité de la vie et la soutenabilité (économique, financière et environnementale) du bien-être.

Selon ce rapport, le maintien et l'accroissement du bien-être sont indissociables de la performance économique souvent résumée par le PIB. Ils soulignent les différentes limites de cet indicateur et les manières de l'améliorer.

Ils révèlent aussi qu'il est inconcevable de vouloir mesurer le bien-être sur la base d'un indicateur unique. Les nombreux facteurs qui contribuent à la réalisation de ce bien-être nécessitent le recours à plusieurs mesures.

Le rapport propose également un arbitrage entre l'exhaustivité et le choix raisonné. C'est dans ce sens qu'il dresse un tableau de bord comprenant un nombre limité d'indicateurs associés aux nombreuses dimensions du bien-être.

Le rapport explique enfin que le bien-être ne repose pas uniquement sur la situation actuelle, mais doit tenir compte de la situation future. En conséquence, il est primordial de s'assurer de sa soutenabilité sur le plan environnemental et du financement de la croissance.

L'accroissement du bien-être est indissociable de la notion de durabilité



Global Economic Prospects 2011

Banque Mondiale

Washington : Banque Mondiale, 2011

Source : Banque Mondiale,

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/GEPEXT/0,contentMDK:22804940~pagePK:51087946~piPK:51087916~theSitePK:538110,00.html>

Tags : Economie | Prévision | Croissance

Selon les prévisions de la Banque mondiale, les pays en développement devraient afficher des taux de croissance de 7 % en 2010, 6 % en 2011 et 6,1 % en 2012. Pour leur part, les pays à revenu élevé enregistreraient une progression de leur PIB estimée à 2,8 % en 2010, 2,4 % en 2011 et 2,7 % en 2012. Ces prévisions indiquent une croissance régulière jusqu'à la fin de 2012 à l'exception de certains pays émergents d'Europe et d'Asie Centrale.

La progression de l'activité mondiale est attribuable dans une large mesure aux performances des économies Est-asiatiques dont le PIB a fortement progressé pour atteindre 9,3 % en 2010. A ce titre, la Chine a vu son PIB rebondir à 10 % et ses importations s'accroître de 35 %. En 2011 et 2012, le PIB de cette région retrouverait des rythmes de croissance moins vigoureux, pour s'établir autour de 8%.

Dans la région d'Europe et d'Asie centrale, le PIB aurait progressé de 4,7 % en 2010 grâce aux mesures de restructuration économiques et financières mises en place par plusieurs pays de cette région. En 2011 et en 2012, la croissance du PIB de cette région se situerait autour de 4,2 %.

Pour sa part, la région d'Amérique latine et les Caraïbes connaîtrait une hausse de son PIB estimée à 5,7 % en 2010. Par contre, le rapport de la Banque Mondiale prévoit un ralentissement de la croissance du PIB de cette région qui devrait s'établir à 4 % en 2011 et en 2012, dans le sillage de la fragilisation de l'environnement externe et du ralentissement de la croissance des économies avancées.

La région MENA maintiendrait ses performances économiques et devrait connaître une croissance du PIB de 4,3 % en 2011 et 4,4 % en 2012, portée par la dynamique de la demande intérieure, l'amélioration des exportations et l'orientation à la hausse des prix du pétrole.

Le PIB de l'Afrique subsaharienne aurait progressé de 4,7 % en 2010 et devrait se maintenir sur un trend haussier pour atteindre 6,4 % en 2011 et 6,2 % en 2012. L'Afrique du Sud, une des plus grandes économies de cette région, affiche un taux de croissance estimé à 2,7 % en 2010. Ce taux atteindrait 3,5 % en 2011 et 4,1 % en 2012.

Le taux de croissance du PIB mondial serait de l'ordre de 3,3 % en 2011 avant d'atteindre 3,6 % en 2012 (3,9 % en 2010)



Food Security, Farming, and Climate Change to 2050 : Scenarios, Results and Policy Options

International Food Policy Research Institute (IFPRI)

Washington : IFPRI, 2010

Source : IFPRI,

http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/climate_monograph_advance.pdf

Tags : Environnement | Changement climatique | Sécurité alimentaire

Le présent rapport examine l'impact de la croissance démographique mondiale et du réchauffement climatique sur la sécurité alimentaire de la planète à l'horizon 2050.

Concernant la croissance démographique mondiale, trois hypothèses ont été envisagées : hypothèse tendancielle (9 milliards d'habitants), hypothèse optimiste (7,9 milliards d'habitants) et hypothèse pessimiste (10,4 milliards d'habitants).

En termes de réchauffement climatique, le rapport combine les scénarios du GIEC et le scénario volontariste dans lequel le phénomène de réchauffement climatique serait contrôlé. Cette combinaison a permis d'identifier 15 scénarios pour la sécurité alimentaire mondiale en 2050, en se basant sur trois indicateurs principaux : les prix des principales céréales (maïs, riz et blé), le nombre moyen de calories consommées par habitant et par jour ainsi que le nombre d'enfants souffrant de malnutrition dans le monde.

Entre 2010 et 2050, selon le scénario envisagé, les prix du maïs pourraient augmenter de 42 % à 131 %, ceux du riz de 11 % à 78 % et ceux du blé de 17 % à 67 %. Selon l'IFPRI, la hausse des prix est inévitable quel que soit le scénario retenu, compte tenu d'une demande mondiale toujours plus importante que la production, affectée par le réchauffement climatique (tensions sur la l'eau et sur la base productive).

Actuellement, les habitants des pays les plus pauvres ne disposent que de 65 % des calories consommées chaque jour par les habitants des pays les plus riches. Dans le scénario optimiste, cette proportion atteindrait 85 %. En revanche, dans le scénario pessimiste, le nombre de calories disponibles par habitant et par jour diminuerait dans toutes les régions du monde d'au moins de 6% entre 2010 et 2050.

D'un autre côté, le nombre d'enfants mal-nourris diminuerait de 45 % en 40 ans (50 % dans les pays en développement), selon le scénario optimiste, alors que la baisse n'atteindrait que 2% dans le scénario pessimiste, où la malnutrition augmenterait même de 18 % dans les pays les plus pauvres.

La malnutrition augmenterait de 18% dans les pays les plus pauvres à l'horizon 2050

Quatre enjeux majeurs en matière de sécurité alimentaire ont été identifiés dans le rapport, il s'agit notamment de :

- la poursuite du développement économique des pays les plus pauvres afin de renforcer leur capacité de résistance au changement climatique ;
- l'amélioration des rendements agricoles, notamment dans les pays en développement afin de limiter les augmentations des prix ;
- le développement de la coopération et la solidarité internationales ;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre conjuguée à l'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique.



Arab environment water sustainable management of a scarce resource Arab Forum for Environment and Development (AFED)

Beirut : AFED, 2010

Source: AFED,

<http://www.afedonline.org/Report2010/main.asp>

Tags : Environnement | Changement climatique | Sécurité alimentaire

D'après ce rapport, le monde arabe, l'une des régions les plus arides au monde et dont les ressources en eau proviennent à hauteur de 60% de l'extérieur, risque une pénurie d'eau et de nourriture d'ici à 2015, sous l'effet notamment de la forte croissance démographique, l'accélération du développement économique et social ainsi que l'impact du changement climatique.

Le rapport indique que dans certains pays arabes tels que la Jordanie, la Palestine, et le Yémen, la quantité d'eau par habitant et par an est désormais inférieure à 200 m³, alors que le seuil de pauvreté en cette ressource est de 1.000 m³/hbt/an.

D'ici à 2015, le monde arabe survivrait avec moins de 500 mètres cubes d'eau par an et par habitant

Concernant le Maroc, la quantité d'eau douce par habitant et par an est de l'ordre de 730 m³. Le rapport souligne que même si le Maroc est en situation de stress hydrique, il constitue un exemple en matière de mobilisation des ressources en eau notamment à travers sa politique des barrages (130 barrages) et le système d'irrigation adopté dans le cadre du plan Maroc Vert.

L'agriculture consomme 85% de l'eau douce dans le monde arabe, contre une moyenne mondiale de 70%. L'efficacité de l'irrigation dans la région n'est que de 30%, contre une moyenne mondiale de 45%. Ces éléments devraient à l'évidence se traduire par une pénurie alimentaire.

A cela s'ajoute, la croissance démographique rapide de la population arabe, qui est aujourd'hui de 360 millions

d'habitants, mais qui devrait atteindre 600 millions d'individus en 2015. Ce qui, par conséquent, exercerait une pression supplémentaire sur les ressources en eau de la région.

Cette situation, déjà préoccupante, serait aggravée par le réchauffement climatique. D'ici la fin du siècle, les précipitations pourraient chuter de 25% dans les pays arabes. Par conséquent, l'agriculture arrosée par l'eau de pluie serait menacée, les récoltes moyennes pourraient ainsi baisser de 20%.

Le rapport souligne également que les nappes phréatiques sont surexploitées, ce qui conduirait à un déclin

significatif des niveaux d'eau, à la pollution des aquifères et à l'introduction d'eau de mer notamment dans les régions côtières.

Pour faire face à ces risques majeurs, le rapport souligne la nécessité de revoir les politiques actuelles. Il recommande la mise à niveau des institutions en charge de l'irrigation, la rationalisation de la consommation, l'encouragement de la réutilisation et la protection des réserves d'eau de la pollution. Il suggère aussi l'introduction de cultures qui tolèrent la salinité, le développement de technologies propres au dessalement de l'eau de mer. Ainsi que la mise en œuvre d'une coopération régionale en matière de recherche-développement pour faire face à la menace de pénurie d'eau.



African Defense Spending Growth Expected to Slow

Forecast International

Newtown : Forecast International, 2010

Source : FI,

<http://www.forecastinternational.com/press/release.cfm?article=218>

Tags : Politique | Armement | Afrique

Dans son dernier rapport, l'Institut américain Forecast International (FI), spécialisé dans les questions stratégiques, souligne que les dépenses militaires en Afrique ont enregistré une croissance annuelle de l'ordre de 13% entre 2005 et 2009.

Ce rythme de croissance est insoutenable à long terme et devrait se modérer progressivement dans les années à venir à la faveur de la réduction des ressources budgétaires.

Selon les analystes du FI, la dynamique des dépenses militaires en Afrique est très forte dans certains pays exportateurs de produits énergétiques, notamment le pétrole.

Dans les principaux pays africains exportateurs de pétrole, l'Algérie, l'Angola, la Libye, le Nigéria et le Soudan, le rebond de leurs recettes pétrolières a fortement impulsé leurs dépenses militaires.

Les dépenses militaires sont fortement corrélées aux recettes tirées des exportations des produits énergétiques

En termes de perspectives, le rapport du FI souligne que le marché africain croîtrait au rythme de

3% par an d'ici à 2014.

La persistance de tensions politiques, économiques et sécuritaires constituerait des facteurs de soutien à la dynamique du marché africain d'armement, même si dans certains pays la tendance penche plutôt en faveur du renforcement de la part du budget des forces armées consacrée à l'éducation et à la formation.

INDEX DES TAGS

A

Afrique12
Armement.....12

B

Bien-être8

C

Changement climatique10, 11
Croissance.....4, 9

D

Diaspora7

E

Economie 4, 5, 7, 8, 9
Economie mondiale3
Environnement10, 11

M

Méditerranée..... 5, 7
Migration..... 7
Monde..... 6

P

PIB..... 4
Politique 6, 12
Prévision 4, 9
Prospective 3, 6

S

Sécurité alimentaire 10, 11
Soutenabilité 8

T

Territoires 5